

Les virtuoses du patrimoine

Les entreprises de restauration du patrimoine, foisonnantes en Dordogne, préservent notre histoire de l'art nationale. Mais elles sont confrontées depuis quelques années au désengagement financier de l'État. Des savoir-faire incomparables périssent, tandis que les collectivités locales sont de plus en plus démunies pour conserver les trésors architecturaux que viennent admirer de nombreux touristes.

« Ce ne sont pas des métiers si rationnels qu'on pourrait le croire. Quand on vous demande de restaurer une statue, et que vous devez imaginer des procédés innovants, le devis, vous le faites davantage par intuition et par expérience que par rapport à des critères figés. » Patrick Palem, directeur de la SOCRA ⁽¹⁾, souligne volontairement un paradoxe de son métier : s'il utilise avec ses équipes les techniques scientifiques les plus pointues, la restauration du patrimoine demeure une activité où la sensibilité et la passion empiètent nécessairement sur les aspects techniques et les rigoureux cahiers des charges. Mais malgré cette subjectivité inhérente à un domaine où nulle machine ne peut supplanter totalement la subtilité de la main, il est hors de question de se substituer à la volonté de l'artiste originel. « Les gens veulent voir une œuvre authentique, pas une création. Il existe d'autres lieux pour ça. » François Delgoulet, qui dirige les Ateliers Férygnac, à Hautefort, ne dit pas autre chose : « Il faut qu'à la fin, notre travail ne se voie pas : c'est pour cela que nous sommes des artisans, pas des artistes. Si un client se plaint de nous avoir payés cher pour un résultat qui ne se voit pas, c'est le meilleur compliment qu'il puisse nous faire ! »

Reproduire les gestes d'antan

L'éthique du métier, depuis la Charte de Venise en 1964, est en effet intransigeante. Un acte de restauration doit être réversible : le jour, proche ou lointain, où un autre artisan voudra réintervenir, il faudra qu'il puisse comprendre le processus qui a été appliqué, et qu'il soit en mesure de démonter facilement la pièce traitée, indépendamment du reste de l'œuvre. Même si les contraintes de la réalité divergent souvent de la théorie, les résines utilisées devraient aussi pouvoir être dissoutes pour revenir à l'état de l'œuvre avant restauration. Ensuite, les restaurations ont l'obligation d'être documentées, c'est-à-dire que les générations futures pourront précisément connaître la nature des interventions. Troisième volet de ce triptyque déontologique : un restaurateur s'interdit de réinventer une pièce pour laquelle il n'aurait pas d'indications suffisantes, fournies par les architectes des Monuments historiques à partir d'archives, sur l'état de l'œuvre avant dégradation.

Ces principes n'empêchent pas dans les faits les artisans d'avoir une marge d'intervention, au regard d'archives qui ne peuvent être exhaustives. Et puis le contexte impose parfois des variations d'interprétation : par exemple, le travail sur des sculptures en plein air doit prendre en compte les aléas climatiques et aller parfois au delà de la simple restauration pour augmenter la longévité de l'œuvre. Mais ces variations doivent se limiter au minimum vital, et la réussite des restaurateurs repose sur la recherche d'une osmose avec les gestes de leurs collègues d'antan. Dans une entreprise comme la SOCRA, spécialisée à l'origine par son fondateur Claude Bassier dans les mosaïques, les peintures murales, les objets de fouille, puis orientée par son directeur actuel vers la statuaire, les employés cheminent perpétuellement à travers des siècles d'histoire de l'art. Il n'est qu'à parcourir le vaste atelier de Marsac-sur-l'Isle, dans l'agglomération de Périgueux, pour s'en convaincre. Sous une haute armature métallique ajourée de panneaux de verre qui laissent filtrer une lumière généreuse, surgit un monde inanimé, qu'on dirait forgé par quelque demiurge embusqué dans les plis de l'histoire.

Différents secteurs sont délimités, comme autant de paliers franchis par une machine à remonter le temps. Dans un coin du hangar, des dizaines de boîtes de pâtes de verre multicolores attendent de prendre vie au cœur d'antiques mosaïques, comme celles de la villa romaine de Montcaret, en Dordogne, bichonnées par Katia Cuilhé. Le brevet de ces pâtes de verre, aux matières et teintes d'origine, a été déposé par une famille vénitienne, les Orsoni, qui fournit les plus grands monuments depuis des dizaines de générations.

Plus loin, une statue représentant saint Michel, en cuivre repoussé recouvert de feuilles d'or, s'apprête à repartir inonder de son éclat l'église des Batignolles. Elle est le clone de celles qui trônent au mont Saint-Michel et au musée d'Orsay. Sur une longue table toute proche, Sophie Lesschaeve est au chevet de peintures déployées sur une table. Elles proviennent du Théâtre Français, à Bordeaux, dont tous les ornements ont été « déposés », pour une reconstruction à l'identique de la salle d'origine. Parfois, il faut carrément recréer des éléments du patrimoine d'après documents, comme le rappellent des maquettes de trophées du château de Versailles, qui avaient été détruits par le temps. Le bonheur est alors encore plus vif, de faire ressurgir des chefs-d'œuvre du passé. « Quand on recrée, ça fait plaisir de laisser une trace, confirme Patrick Palem, d'autant qu'on sait que notre travail va durer pendant plusieurs générations. » Dans l'atelier encore, des rangées de statues en plâtre surveillent d'un œil vide l'avancée des travaux : ce sont des moulages qui témoignent d'un stade de la restauration, avant que leur avatar final ne revienne de la fonderie habillé d'un noble métal. Quand le bronze file vers la gloire, le plâtre se contente de demeurer un jalon sentimental, qui console les restaurateurs de l'envol définitif de leur progéniture artistique.

Occupant une place importante de l'atelier-entrepôt, deux statues équestres monumentales sont couchées sur le flanc, comme fauchées dans leur galop séculaire. Hautes de cinq mètres, lourdes de plus de quatre tonnes, elles représentent des scènes mythologiques qui marquent l'entrée du Grand Palais, côté Palais de la Découverte. Luc Defontaine, spécialiste ès patines de bronze, entre autres, s'attache à leur donner une vie neuve avant qu'elles ne réintègrent leurs socles parisiens. Après avoir nettoyé les coulées noirâtres qui polluaient l'esthétisme de ces fiers colosses, il s'applique à retrouver la patine originale, cette altération volontaire provenant du métal lui-même : celui-ci change de couleur sous l'influence d'une oxydation qui en accélère le vieillissement naturel. Ensuite, Luc utilisera du nitrate pour harmoniser l'ensemble, avant de lustrer ses protégés avec une cire à chaud qui stabilisera la patine. Le plus souvent, nous le constatons tous sur le mobilier urbain, le bronze ou le cuivre verdissent avec le temps, mais la couleur de la patine peut aussi découler d'un effet de mode, comme le montrent ici, près des chevaux du Grand Palais, ces candélabres marron de l'opéra de Paris. Ils fourmillent de détails ciselés par Charles Garnier lui-même, à une époque où les architectes dessinaient jusqu'aux poignées de portes de leurs édifices.

Des déficits de qualification

Luc Defontaine est entré à la SOCRA au début des années quatre-vingt, alors qu'il sortait des Beaux-Arts. « Ils restauraient une fresque et cherchaient quelqu'un qui connaissait la peinture. Maintenant, il existe des écoles de restauration, mais pour nous, c'était un peu l'âge d'or, une époque où tous les musées restauraient leurs collections, où de grands travaux étaient lancés. » Luc, tout en continuant à suivre simultanément sa trajectoire artistique personnelle, est amené à burlinguer pour la SOCRA, du Louvre à l'ambassade de France au Danemark, en passant par maints symboles du patrimoine français. Aujourd'hui, des formations poussées existent effectivement, mais Patrick Palem regrette qu'elles restent surtout universitaires, avec peu de pratique du terrain. Les étudiants perdent la sensibilité tactile du contact des œuvres. La SOCRA est souvent obligée de faire appel à des spécialistes italiens : à diplômés équivalents, ils ont baigné dans une culture d'art et de monuments historiques qui leur a

permis de maintenir des rapports plus chaleureux aux œuvres. « En France, il n'existe pas de diplômes intermédiaires entre les 'énarques de l'art' et les maçons... Dans l'équipe, il ne nous faut pas que du 'jus de crâne', il nous faut des bras, on ne peut pas tout intellectualiser, le geste reste fondamental. » À l'inverse, La SOCRA se félicite d'apporter des pistes de recherche à l'université, avec une ouverture d'esprit résultant d'une nécessaire porosité des frontières entre les domaines de connaissance : histoire de l'art, physique, chimie...

Aux ateliers Férignac, François Delgoulet insiste sur d'autres écueils de la formation. « Nos métiers nécessitent une formation effective de plus de dix ans, ce qui fait peur aux éventuels candidats. Du coup, nous sommes confrontés à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Les jeunes ne veulent plus s'engager. Pourtant, avec la mécanisation, la pénibilité a beaucoup régressé. Je crois que ce sont les parents qui refusent l'orientation vers les métiers manuels. C'est dommage, car chez nous, il y a une réelle autonomie : quelqu'un qui fabrique une porte la fait à 100 % jusqu'à l'installation, rien à voir avec la menuiserie traditionnelle. » Les ateliers Férignac sont en effet historiquement spécialistes de la restauration du bois. En 2008, l'entreprise fêtera ses quatre-vingts ans. Fondée par Jean Férignac, au départ simple menuisier parisien qui décide de s'installer à Coubjours, elle commence à bifurquer vers sa destination actuelle en 1929, lorsque la baronne de Bastard rachète le château de Hautefort, alors vidé de ses meubles et boiseries. La baronne cherche des artisans capables de redonner du faste à son imposante demeure, et fait appel à Jean Férignac. Plus tard, l'entreprise affermit sa réputation dans la restauration des Monuments historiques après l'incendie du château de Badefols. Elle s'étoffe en s'adjoignant les secteurs de l'ébénisterie et de la charpente. En 1960, Jean-Pierre Delgoulet y entre comme menuisier, puis devient vite le bras droit de Jean Férignac, jusqu'à prendre sa succession en 1981, lors du déménagement de l'entreprise à Hautefort.

Dans les décennies qui suivent, on assiste à un mouvement de concentration dans le domaine, et de grands groupes lorgnent vers ces maisons artisanales, croyant, avant de déchanter, y dénicher des eldorados financiers. C'est ainsi que la SOCRA sera elle-même avalée par le groupe Vinci. À l'heure de la retraite, Jean-Pierre Delgoulet pense éviter la perte d'identité en cédant les Ateliers Férignac à une entreprise du métier, les Ateliers Perrault, situés près d'Angers. En 2004, François, le fils de Jean-Pierre, est nommé PDG, après avoir gravi tous les échelons de l'entreprise. « Comme nous étions un peu éloignés de tout, à Hautefort, se souvient-il, nous avons souhaité rassembler les métiers dont nous avons besoin, en particulier la ferronnerie, très complémentaire de la menuiserie. » À côté de l'atelier de menuiserie, où des ouvriers aux doigts véloces suivent des plans tracés par ordinateurs alors qu'une flamboyante bibliothèque en noyer du Périgord attend d'être installée chez un riche particulier de Fontainebleau, un atelier de ferronnerie a donc été implanté. Dans ses entrailles sonnantes, le gros chantier du moment concerne une église désaffectée de Saint-Flour, pour laquelle les charpentiers ont refait la charpente et la voûte disparues. Les ferronniers, eux, en partenariat avec un maître verrier, se sont concentrés sur une pièce remarquable, une immense rosace aux capots en cuivre martelés à la main avant d'être patinés. Pour cette commande exceptionnelle, un projet d'artiste est associé aux éléments historiques. Il y a peu, plusieurs meubles animaliers en bronze du sculpteur François-Xavier Lalanne ont aussi été réalisés dans l'atelier. Près d'un bataillon d'enclumes dont les longues oreilles pointues semblent attentives aux crépitements de la forge, Xavier Puybaraud, entré dans l'entreprise en 1994, s'en réjouit : « Ici, on n'est pas à l'usine, on ne fait jamais la même chose, on invente sans cesse de nouvelles techniques. Pour souder la rosace, il m'a fallu quatre heures d'essais et de tâtonnements. Les jeunes ont du mal, au début, car il faut de grandes facultés d'adaptation. » Ce constat n'a pas empêché les Ateliers Férignac d'être la première entreprise périgordine labellisée « Entreprise du Patrimoine Vivant », pour ses efforts de formation et sa valorisation de savoir-faire qui constituent la richesse de notre pays. En tant qu'adhérente du GMH⁽²⁾, elle disposait déjà du label distinctif Qualibat.

Le patrimoine est rentable

Mais les temps changent, et pour remplir les carnets de commande, les interventions sur les Monuments historiques ne suffisent plus. Si les spécificités techniques de la SOCRA, qui soigne les statues monumentales, lui permettent encore de répondre à une majorité de commandes publiques, celles-ci ne représentent plus chez Férignac que 35 % de l'activité. L'entreprise a dû se diversifier pour éviter de licencier. « Le secteur de la restauration est sinistré, analyse sans complaisance François Delgoulet. La plupart des entrepreneurs liés à 100 % aux Monuments historiques comme les maîtres verriers, les tapissiers, ont mis la clef sous la porte. On assiste à une véritable hécatombe des savoir-faire. » C'est le rôle de l'État qui est mis en question. Le secteur de la restauration des Monuments historiques est en pleine mutation depuis la nouvelle vague de décentralisation. « Auparavant, les DRAC⁽³⁾ prenaient tout en charge, poursuit François Delgoulet : quand un particulier voulait restaurer un château, il s'adressait à la DRAC de sa région. Ce système a explosé. Désormais l'État n'intervient plus que sur les bâtiments qui lui appartiennent entièrement, comme les cathédrales et les grottes ornées. Pour les autres chantiers, il n'a plus qu'un rôle de conseil. » Le bât ne blesserait pas autant si ce transfert de responsabilité vers les collectivités locales s'était accompagné d'un transfert de crédits proportionnel. Mais c'est loin d'être le cas : en 2002, l'État finançait les travaux à hauteur de 538 265 000 €, en 2008 il ne transférera que 300 000 000 € aux collectivités locales. Ce différentiel plonge inéluctablement les entreprises de restauration dans la crise. C'est aussi une philosophie générale qui est en jeu. Si la France maintient son leadership mondial en matière de fréquentation touristique, elle le doit en grande partie à la splendeur de ses monuments historiques. Les entreprises du secteur de la restauration, dont l'ancrage durable dans une région génère des emplois stables, regrettent que l'on fasse souvent plus de cas de sociétés dont l'activité peut être facilement délocalisée du jour au lendemain. D'autant que les économies immédiates pour l'État risquent de relever d'un calcul pervers à long terme. La DRAC de la région PACA a calculé qu'un euro investi par l'État dans la restauration du patrimoine se traduisait par 34 euros de retombées économiques en retour ! Le patrimoine est donc rentable, et contribue au maintien d'un réseau dynamique de PME et TPE à la solide implantation locale. La Dordogne compte ainsi un nombre exceptionnel d'entreprises de restauration : outre la SOCRA et Férignac, on peut citer Dagand, créée en 1946 et spécialisée dans la maçonnerie et la pierre de taille, mais aussi Camblong, Les Compagnons Réunis, Gazaille ou Kientzy. Ce foisonnement s'explique par l'extrême concentration des monuments inscrits à l'ISMH⁽⁴⁾ dans le département, tout autant que par la matière première de proximité. Férignac, par respect des essences, utilise généralement du chêne de pays pour ses menuiseries. Il n'est donc pas rare de voir ces entreprises œuvrer en bonne intelligence, chacune dans sa partie, sur certains chantiers importants, comme celui de la cathédrale Saint-Front, à Périgueux.

L'Europe et la concurrence

Parallèlement à cette dégradation des marchés publics, d'autres évolutions récentes peuvent être considérées comme plus positives : le tourbillon de ce petit monde doit aussi une partie de son mouvement à des décisions supra-étatiques, qui bouleversent le contexte juridique de la restauration du patrimoine historique. L'Union Européenne vient de briser d'archaïques carcans, redonnant par-là même de la souplesse à un système verrouillé depuis des lustres. Jusqu'ici, chaque Architecte en Chef des Monuments historiques était responsable d'un secteur couvrant plusieurs départements, pour toute intervention sur des monuments classés. Comme ces Architectes en Chef ont leurs bureaux à Paris, cela induisait souvent des visites au

pas de charge sur les divers chantiers provinciaux. Jusqu'à une période récente, même les personnes privées devaient se référer à l'Architecte en Chef dont dépendait leur département. Ce monopole a été cassé : elles peuvent maintenant faire appel non seulement à celui d'autres départements, mais aussi, depuis peu, à n'importe quel architecte du patrimoine, c'est-à-dire diplômé de l'école de Chaillot, ou même bientôt, à n'importe quel architecte spécialisé dans le patrimoine. Il s'en trouve plusieurs en chaque département. Dans un avenir plombé par les incertitudes, c'est un gage de meilleure connaissance du terrain et d'une relation de proximité renforcée avec les artisans. Alain de la Ville, architecte installé à Verteillac, salue cette nouvelle donne : « Il est essentiel qu'une fois le projet élaboré, et validé le cas échéant par l'administration, nous puissions suivre les travaux jusqu'au bout, afin de maîtriser la conformité de l'exécution. L'éventualité de pouvoir intervenir sur des bâtiments classés est prometteuse, même si mon activité sur les édifices ISMH m'accapare déjà beaucoup. » Nonobstant cette évolution qualitative, il faudra bien trouver de nouveaux financements si l'on veut éviter que le patrimoine français ne tombe en quenouille. « Pourquoi ne pas faire participer le tourisme à la restauration des monuments qui lui rapportent tant ? » propose Patrick Palem, qui connaît l'impact d'une restauration d'envergure sur la fréquentation touristique, puisqu'il a supervisé pendant quatre ans les travaux de la prestigieuse Galerie des Glaces. Il sait que sa suggestion aura du mal à être entendue. Derrière son aspect provocant, elle est pourtant une des pistes pertinentes qu'il faudra bien avoir le courage d'explorer à l'avenir.

- (1) SOCRA : Société de Conservation et de Restauration Archéologique.
- (2) GMH : Groupement Français des Entreprises de Restauration de Monuments Historiques.
- (3) DRAC : Direction Régionale des Affaires Culturelles, déconcentration des services de l'État en régions.
- (4) ISMH : Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques.